

## Le journal *El Mercurio* et les récents scandales sexuels au sein de l'Église catholique du Chili : vers une libération médiatique...

Hernan DIAZ

*Journaliste,  
Étudiant à la maîtrise  
Département d'information  
et de communication  
Université Laval (Québec)*

En avril 2001, la presse quotidienne du Chili évoquait dans ses colonnes la plainte déposée par la mère d'une fillette de neuf ans qui aurait été victime en 1999, dans la ville de Porvenir (extrême sud du pays), d'agressions sexuelles de la part du prêtre salésien Antonio Larraín Pérez-Cotapos, à l'époque proviseur du lycée fréquenté par la jeune fille en question. Cinq mois plus tard, Larraín Pérez-Cotapos devenait le premier religieux catholique à être soumis à un procès judiciaire au Chili pour des raisons d'abus à l'endroit d'un mineur. En décembre 2001, la Cour supérieure de Punta Arenas confirmera le procès, mais aucune information ultérieure ne sera publiée sur ce dossier par les journaux de circulation nationale.

Trois nouveaux cas d'abus sexuel présumés concernant des membres de l'Église catholique ont été révélés par les journaux dans les mois suivant cette première affaire sans que leur publication dans la presse nationale n'ait provoqué le moindre effet, mis à part la « consternation » des communautés catholiques locales touchées par les nouvelles. Il manquait apparemment peu de choses pour soulever une vraie catharsis médiatique. Or, en septembre 2002, le catalyseur se présente : José Andrés Aguirre Ovalle, un prêtre diocésain exerçant son ministère dans une banlieue pauvre de Santiago, confesse avoir eu des rapports sexuels avec deux sœurs de 16 et 13 ans qui l'assistaient régulièrement à la messe et dont la mère travaillait pour Aguirre à la maison paroissiale comme femme de ménage.

Première observation : l'accusé ayant été arrêté le 4 octobre, la première dépêche journalistique sur ce nouveau cas d'abus sexuel par un prêtre catholique ne sera lancée par une agence locale que quatre jours après, soit l'après-midi du 8 octobre, et reprise le soir même par les sites Internet des principaux quotidiens nationaux. Le lendemain, l'édition papier d'*El Mercurio* reproduisait discrètement en page intérieure la même information, en rajoutant une déclaration publique de l'Archevêché admettant la « vraisemblance » de la dénonciation (*El Mercurio*, 9 octobre). Mais au fil des jours, tandis que l'enquête judiciaire avançait et que les détails sur le passé du prêtre venaient enrichir l'histoire, cette prudence initiale se dissipera rapidement pour donner lieu à une subtile euphorie informationnelle à l'égard du dossier.

En fait, s'il ne s'était agi que d'une simple exploitation médiatique du cas d'Aguirre<sup>1</sup>, on aurait pu penser que l'affaire n'était qu'un des nombreux scandales du genre éclaboussant un peu partout dans le monde le milieu catholique depuis le début de l'année 2002. Mais dans le cas présent, le bouillonnement initial atteignit un nouveau sommet lorsqu'un deuxième événement, encore plus sensationnel, vint attiser le feu déjà allumé. En effet, le soir du 31 octobre 2002, renseigné à l'avance de l'imminente publication d'un reportage sur l'affaire, le Cardinal Francisco Javier Errázuriz<sup>2</sup> reconnaît dans une entrevue accordée au téléjournal de Canal 13<sup>4</sup> que la démission en 1997 de l'ancien archevêque de La Serena, Francisco José Cox, avait en réalité été provoquée par des rumeurs insistantes sur ses « conduites en conflit avec la morale » (*El Mercurio*, 1<sup>er</sup> novembre 2002). Au lendemain des propos du Cardinal Errázuriz, la stupéfaction de l'opinion publique est totale. Non pas à cause des révélations plutôt édulcorées qui commençaient à proliférer concernant les « comportements » de Mgr Cox, mais parce que jamais dans l'histoire de la presse chilienne celle-ci s'était adonnée avec pareil zèle à fouiller sous les soutanes de l'Église catholique... dans un pays où les trois quarts de la population se déclarent catholiques !

Concrètement, le présent article vise à éclaircir les conditions ayant déclenché cette véritable « libération médiatique » dont *El Mercurio*, journal de référence conservateur et pro-catholique par excellence au Chili, ne s'est pas exempté. Étant donné l'extrême considération dont cette publication a historiquement fait preuve à l'égard de l'Église catholique<sup>5</sup>, cette étude de cas porte spécifiquement sur la couverture et le traitement intensifs menés par *El Mercurio* face aux deux épisodes cités plus haut, dans le but de répondre à l'interrogation qui se fait jour après cette véritable déflagration médiatique : *El Mercurio* aurait-il pu accorder autant d'importance à cette affaire – et donc lui donner autant de visibilité au sein de l'opinion – sans le feu vert de l'Église ?

## Quant aux origines du « doyen » de la presse écrite chilienne

Fondé à Santiago le 1<sup>er</sup> juin 1900, *El Mercurio* est souvent considéré comme le « doyen » de la presse écrite au Chili, en raison de son histoire déjà centenaire. Mais cette dénomination n'est pas du tout exacte et ne fait que refléter le centralisme atavique caractérisant la société chilienne. En effet, son « cousin *El Mercurio de Valparaíso* a été fondé dans la ville du même nom en 1827<sup>6</sup> et c'est bien lui, en toute propriété, le vrai « doyen » de la presse écrite chilienne (d'autant plus que ce dernier est aujourd'hui le plus ancien quotidien du monde publié en langue espagnole). L'homonymie entre les deux titres est loin d'être le fruit du hasard : ayant acheté *El Mercurio de Valparaíso* vers 1885, l'homme d'affaires et banquier chilien d'origine anglaise Agustín Edwards Ross meurt en 1898 sans avoir réalisé son projet de fonder un journal dans la capitale du pays. C'est donc son fils du même nom, Agustín Edwards Mac Clure qui, âgé de 21 ans, prendra l'initiative de la création à Santiago d'un journal tout à fait nouveau et défini par un traitement non partisan de l'information politique et commerciale. Dès les débuts de l'édition métropolitaine, Edwards insistera auprès de ses collaborateurs sur la nécessité pour le journal de maintenir une ligne journalistique politiquement neutre, réaffirmant ainsi l'idée que *El Mercurio* ne soutenait aucun parti : « *El Mercurio est un journal qui est plus élevé chaque jour parce qu'il ne s'implique pas dans la politique ardente, et rien ne conseille de changer un cap qui a apporté des résultats tellement bons et qui a si sagement été indiqué par mon père lors de ses derniers moments. Je vous rappelle donc, comme une chose sacrée, l'impartialité d'El Mercurio dans les luttes politiques* »<sup>7</sup> (Bernedo et Arriagada, 2002).

Comme on le verra par la suite, la mise en pratique de cette vocation non partisane reste assez discutable. Mais toujours est-il que la fondation d'*El Mercurio* de Santiago donnera lieu à un processus de modernisation de la presse au Chili, avec l'entrée en jeu d'un nouveau concurrent et l'introduction de technologies et de notions journalistiques qui, jusque-là, ne faisaient pas partie du cadre de fonctionnement de la presse à Santiago, dont un seul quotidien (*El Ferrocarril*) détenait le monopole. Déjà en 1902, une deuxième publication s'incorporait à la chaîne journalistique naissante : le journal du soir *Las Últimas Noticias de El Mercurio*, aujourd'hui connu plus simplement comme *Las Últimas Noticias* et devenu un tabloïd matinal populaire de circulation nationale. Le troisième journal en importance du groupe actuel est *La Segunda*, quotidien du soir destiné à un public métropolitain plus « huppé »

paraissant du lundi au vendredi et dont la distribution devient nationale pendant l'été... lorsque son public part en vacances.

À présent, la chaîne commandée par *El Mercurio* s'éparpille tout au long du pays avec des journaux régionaux, dont *El Mercurio de Valparaíso* et 13 autres quotidiens. La structure du groupe *El Mercurio* opère à travers quatre entreprises, appartenant toutes à la famille Edwards : *El Mercurio S.A.P.* (*El Mercurio*, *Las Últimas Noticias* et *La Segunda*), *Sociedad Periodística El Norte S.A.* (sept journaux), *El Mercurio de Valparaíso S.A.P.* (trois journaux) et *Sociedad Periodística Araucaria S.A.* (quatre journaux). La famille possède également deux compagnies de distribution et une imprimerie.

### La « légende noire » d'*El Mercurio*

Malgré le principe de neutralité politique prescrit par son fondateur et un certain prestige acquis auprès de la communauté de presse internationale, *El Mercurio* n'a pas pu s'empêcher de nourrir une légende parsemée d'accusations de manipulation des faits et de distorsion de la réalité en faveur d'une oligarchie économique locale, dont la famille fondatrice du journal fait partie depuis plus d'un siècle et demi : « *On insiste pour signaler le journal El Mercurio et la famille Edwards comme des représentants d'une bourgeoisie illustre qui aurait prétendument existé au Chili. Rien n'est plus éloigné de la réalité. Depuis sa fondation il y a plus d'un siècle El Mercurio a été le porte-parole (...) des quarante familles détentrices du pouvoir économique et de ses partenaires d'affaires étrangers. Ils imposèrent le style communicationnel du propriétaire du manoir, violent, basé non pas sur des mensonges ouvertement évidents, mais sur des altérations systématiques et des ajustements de la réalité en fonction de leurs intérêts de classe* »<sup>8</sup> (Sepúlveda, 2001).

La thèse d'un lien idéologique entre les propriétaires du journal et l'oligarchie économique se verra renforcée à partir de ce qu'on a appelé « la décennie des idéologies », les années 1960, quand la famille Edwards commence à envisager dans l'évolution sociopolitique du pays une menace contre ses intérêts particuliers ainsi que contre ceux de l'ensemble de l'oligarchie économique chilienne, que le journal avait jusque-là privilégiée d'une manière plutôt implicite<sup>9</sup>. L'arrivée au pouvoir du président socialiste Salvador Allende, en 1970, marque la fin de cette longue période « non partisane » du journal, car à partir de ce moment-là, *El Mercurio* délaisse complètement sa prétendue neutralité et se lance dans la lutte politique tous azimuts qui caractérise la presse écrite chilienne pendant le gouvernement de l'Unidad Popular. Dans ce

contexte, Agustín Edwards Eastman, le quatrième Agustín de la dynastie<sup>10</sup> est contacté par la CIA à travers certaines entreprises américaines installées au Chili<sup>11</sup> afin de mener une campagne de désinformation et de déstabilisation proposée par le gouvernement de Richard Nixon. Objectif : asphyxier politiquement et économiquement le régime. Depuis la déclassification de milliers de documents de la CIA, à partir de 1996, on a appris qu'entre 1970 et 1973, l'agence américaine aura versé 1,5 million de dollars pour disposer de la chaîne nationale d'*El Mercurio* : « *In response to Nixon's direction, CIA took a variety of actions, including making overtures to the military of a foreign government to request its insights, forwarding worldwide propaganda information for placement in local media, initiating efforts to promote public opposition to Allende among leading newspapers such as El Mercurio, and contacting a Catholic layman who was in touch with Church leaders in Chile to influence their attitudes toward Allende* »<sup>12</sup>.

Finalement, le 11 septembre 1973, Allende est renversé du pouvoir et le journal se range très naturellement du côté du gouvernement militaire qui accède au pouvoir avec le général Augusto Pinochet en tête d'affiche. Cette fidélité, d'inspiration plutôt idéologique, va s'intensifier au fil des années jusqu'à la fin du régime autoritaire, en 1990, grâce au soutien financier de l'État en tant que créancier de l'entreprise. Voici donc, très abrégée, la légende noire tissée autour d'*El Mercurio* au cours des dernières décennies, un dossier, soit dit en passant, à propos duquel le journal ne s'est guère étendu dans ses pages.

### **El Mercurio et l'Église catholique**

En 1930, la proportion des Chiliens se déclarant catholiques est de 98%. En 1952 le chiffre baisse à 89,6% tandis qu'en 1970, il est de 80,8%. En 1992, les catholiques au Chili constituent 76,7% de la population<sup>3</sup>. En somme, la diminution a été constante au cours du siècle dernier mais il n'en reste pas moins que l'Église catholique du Chili continue à rassembler – du moins nominalement – une très grande majorité de la population<sup>14</sup>.

Jusqu'à 1973, la relation entre le principal quotidien du Chili et l'Église, l'une des institutions les plus respectées par la société, se caractérisera par une affinité réciproque ; pour ainsi dire, les deux trouvaient dans la haute bourgeoisie chilienne une « clientèle stratégique ». La couverture de l'agenda officiel de l'Archevêque de Santiago a donc toujours été prioritaire pour la rédaction d'*El Mercurio*, ainsi que le soutien des bonnes œuvres de l'Église<sup>15</sup>. L'un des plus

prestigieuses critiques littéraires de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle au Chili, le prêtre membre de l'Opus Dei José María Ibáñez Langlois (qui signait ses chroniques sous le pseudonyme d'Ignacio Valente »), personnifiera pendant plusieurs décennies la rigueur et le puritanisme moral des pages culturelles d'*El Mercurio*. Cette identification du journal aux valeurs catholiques les plus conservatrices s'explique mieux par des raisons stratégiques que par un militantisme religieux du propriétaire : enracinée culturellement dans des origines coloniales hispaniques, la haute bourgeoisie chilienne a toujours pratiqué le catholicisme religieux ainsi que le conservatisme politique.

Le coup militaire et le début des violations systématiques des droits de l'Homme viennent ébranler cette complémentarité monolithique au moment où l'Église elle-même, ainsi que tout le pays, subit une division de ses effectifs entre ceux qui doutaient de la vraisemblance des méfaits commis par les militaires et ceux qui les condamnaient<sup>6</sup>. *El Mercurio*, quant à lui, va serrer les rangs du côté de l'Église partenaire du nouveau régime. Dans ses pages, il ouvre ainsi un espace permanent à l'un des plus fervents défenseurs de l'intervention armée, le curé Raúl Hasbún (« el cura Hasbún »), devenu aujourd'hui un personnage marginal à la limite du pittoresque en raison du fondamentalisme de ses interventions publiques. À ce penchant pour les « curés patriotes » en dépit des « curés rouges », le journal appliquera de façon stricte sa politique d'extrême discrétion (que plusieurs ont en son temps qualifiée de « silence complice ») au moment d'informer sur des activités ecclésiastiques qui auraient pu être interprétées comme opposées au régime.

Malgré ce contexte défavorable à toute forme de dissidence idéologique, certaines voix s'élevèrent pour condamner les abus du régime militaire, comme celle par exemple du Cardinal Raúl Silva Henríquez, à l'occasion des *Te Deum* annuels célébrés le lendemain du jour de la Fête nationale du Chili<sup>7</sup>. Archevêque à Santiago entre 1961 et 1983, Mgr. Silva Henríquez sera le principal dignitaire de l'Église catholique chilienne à s'opposer publiquement aux violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime de Pinochet, jusqu'à sa retraite de la vie publique, vers la fin des années 1980. Son successeur le cardinal Juan Francisco Fresno Larraín, va jouer un rôle politique décisif entre 1984 et 1990 en tant que coordonnateur du Rassemblement de l'opposition démocratique au gouvernement militaire, mais ses interventions publiques contre le régime seront considérées comme simplement « condescendantes », et donc moins problématiques à « gérer » par les médias de l'époque. De cette période, la visite du Pape Jean-Paul II constituera sans conteste l'événement le plus conflictuel pour

le journal, en raison notamment des foules imposantes rassemblées pour l'écouter. Depuis les premières contestations publiques (« protestas ») menées par les opposants au régime militaire, en 1983, les foules étaient considérées comme dangereuses eu égard au soutien – en termes d'image – que les médias étaient censés apporter au gouvernement en place. La visite du Pape en 1987 donnera l'occasion à la télévision publique de montrer pour la première fois que l'opposition à Pinochet était bien réelle et beaucoup plus significative en chiffres que ce que les autorités voulaient faire croire à l'époque.

À partir de 1990, l'Église catholique aussi bien qu'*El Mercurio* et nombres d'autres institutions au pays se lanceront dans un processus d'adaptation aux nouvelles conditions issues du retour à la démocratie... sans renoncer pour autant à certaines valeurs auxquelles la rédactrice en chef chargée des affaires religieuses au journal fait référence dans un entretien accordé à l'auteur : « *El Mercurio a toujours prêté une grande attention à l'Église catholique en tant que référent précieux pour la cohabitation nationale. Ses positions ont toujours été considérées comme un exemple de la conduite éthique, morale et spirituelle que devrait garder la société chilienne. Et ce, même pendant le régime militaire. On considère que le travail des évêques est sérieux, prudent, juste et patriotique. Or, dans une société en plein changement et gouvernée par une coalition de centre-gauche, circonstance qui ébranle certainement l'Église catholique, El Mercurio conserve cette bienveillance envers l'Église du moment où celle-ci apparaît comme une institution qui n'hésite pas à défendre des valeurs dont le journal reste solidaire.* »

### **Le cas du prêtre malgré lui**

Connu sous le nom de « *el padre Tato* » parmi les élèves des écoles privées où il aura travaillé jusqu'en 1994 lorsqu'une première accusation (extra judiciaire) l'obligera à sortir du pays, José Aguirre Ovalle était lui-même l'ancien élève d'un de ces établissements. Ce sont sans doute ses origines sociales (celles d'un milieu privilégié) qui permettront au prêtre diocésain de côtoyer ses jeunes tel un « pair », aspect essentiel pour comprendre l'approche d'*El Mercurio* dans le cas très spécial du premier des curés tombés en disgrâce... Le journal manifeste de toute évidence ce que l'on pourrait appeler une « proximité de classe » avec l'accusé. La rédactrice en chef interviewée par nos soins est en tout cas bien de cet avis : « *C'est vrai que des scandales similaires dénoncés aux États-Unis quelques mois auparavant avaient ouvert la voie pour les dénonciations faites au Chili. Mais dans le cas spécifique du Padre Tato, il y avait aussi un élément de proximité très important lorsque l'on a notamment découvert que*

*ses méfaits avaient commencé depuis longtemps et qu'ils touchaient directement une communauté sociale très proche du journal. Après la première accusation, d'autres victimes ont surmonté leur honte pour apporter de nouveaux détails, lesquels permettront de rendre publics des faits qui jusque-là n'étaient que de simples rumeurs. »*

Le lendemain de son premier rapport (succinct) sur l'arrestation du prêtre le jeudi 10 octobre, *El Mercurio* se fait plus prolix en fournissant un peu plus d'information tirée de l'enquête judiciaire, mais sans rentrer pourtant dans des détails sur l'identité de l'inculpé. L'intertitre « Signal de l'Église » introduit ensuite les enjeux canoniques de l'affaire tout en soulignant la « rapide réaction de l'Archevêché ». Dernière phrase du texte : « Le signal de l'Église dans le sens de ne pas couvrir ces faits a été si évident que la nouvelle a été diffusée par ses propres médias : Canal 13 et radio Chilena<sup>18</sup> ». Une finesse du journal, faut-il le dire, puisque les autres médias auront parfaitement rendu compte du fait que l'arrestation d'Aguirre s'est produite à l'aéroport de Santiago lorsqu'il rentrait d'un séjour en Honduras, où il avait été envoyé par l'Archevêché dix jours auparavant, après l'avoir suspendu de son ministère à cause d'une plainte présentée à l'Église le 18 septembre par la mère de ses victimes...

À partir du 11 octobre, les ramifications du cas commencent à s'étendre, ainsi que l'intérêt des médias pour les dévoiler. La jeunesse « huppée » du prêtre devient l'objet d'une curiosité morbide et d'enquêtes journalistiques de plus en plus poussées. Toutefois, *El Mercurio* reste prudent et son article du jour reflète encore les débats au sein même de la rédaction : « C'est une difficile décision que dut prendre, en tant que catholique observante, la magistrate du 1<sup>er</sup> Juzgado del Crimen de la capitale, Rosa María Pinto, qui dicta l'arrêt d'accusation contre le prêtre José Aguirre Ovalle pour sa présumée culpabilité dans un cas de stupre et deux cas d'abus sexuel. »

Le samedi 12 octobre, un deuxième élément entre en jeu dans les pages d'*El Mercurio* : son lectorat. Élargie en septembre 2001, la section « Lettres au Directeur »<sup>19</sup> joue désormais un rôle bien plus révélateur des nouvelles orientations du journal. À partir de la théorie démocratique de la délibération, dans un article publié en 2002 par le périodique *Journalism Studies*, on identifie ainsi quatre critères de sélection du courrier du lecteur par un journal : l'importance de son sujet, sa brièveté, son degré de divertissement et le niveau d'autorité qui se dégage de sa rédaction. Le premier et le dernier seront prépondérants pour expliquer le grand nombre de lettres qui, consacrées au débat sur la question du célibat religieux, continuent à être publiées par *El Mercurio* en conséquence du cas du « padre Tato » et du « obispo Cox ».

Concrètement, entre le samedi 12 octobre et le lundi 9 décembre 2002, pas moins de 42 lettres sur le sujet seront publiées par le journal. La toute première, signée par une lectrice qui, déclarant avoir connu M. Aguirre, affirme qu'« *il ne sert à rien de commencer à fouiller dans son passé et de nous torturer avec son châtement. Je demande de tout mon cœur et avec beaucoup d'humilité de garder le silence et demander à Dieu de juger* ». Une prière que, de toute évidence, *El Mercurio* n'a pas voulu entendre : le même jour, dans ses pages d'information nationale, il publie un long article où plusieurs sources non identifiées prêtent leur témoignage, ou plus précisément offrent leur « impression » du religieux. L'une de ces sources se souvient des vacances d'été qu'Aguirre passait à Santo Domingo, station balnéaire fréquentée par les familles les plus traditionnelles de Santiago : « (À la plage), *il utilisait des petits maillots de bain provocateurs. Il était toujours bronzé et dépensait beaucoup d'argent. En plus il se déplaçait sur une moto pour attirer l'attention. Il ne menait pas une vraie vie de curé.* »

Les jours suivants, jusqu'au 15 octobre, le dossier sera abordé par le journal essentiellement dans son courrier du lecteur : le 13 octobre avec deux lettres réfutant l'appel au silence de la veille ; le 14, avec un éloge au sacerdoce d'une part (saupoudré de citations du fondateur de l'Opus Dei, José María Escrivá) et l'invitation d'un professeur de philosophie « *à ceux qui seraient en train de songer à se réfugier dans l'Église pour sublimer une déviation, de s'abstenir et demander de l'aide psychiatrique* ».

À partir du 15, tout en rendant compte du déroulement du procès, les lettres et les articles d'information commencent à dévoiler les conflits provoqués par l'exubérante personnalité du prêtre dans le passé : « *J'ai connu le susdit curé lorsqu'il était l'apprécié et charismatique "padre Tato" dans notre bien-aimée école Villa María Academy<sup>20</sup>. Il était l'ami sympathique, beau garçon, "cool", toujours bronzé grâce aux séjours de ski dont il profitait lorsque des familles de l'école l'invitaient à la neige. Bref, tout un personnage. Cependant, en tant que médecin, j'ai commencé à être consulté par des parents qui se demandaient pourquoi il y avait tant de filles qui refusaient de se confesser avec lui et d'autres qui éprouvaient une hostilité évidente en sa présence. Interrogée, ma fille et plusieurs de ses petites camarades m'ont manifesté qu'on avait peur de lui parce qu'il les confessait assises sur ses genoux.* » Sur un ton beaucoup plus dur, en faisant allusion aux « *dénonciations extra judiciaires* » (présentées aux autorités de l'Église) dont il aurait fait l'objet au début des années 1990, un lecteur furieux dénonce « *l'attitude irresponsable de ceux qui, ayant (...) été informés des méfaits du "padre Tato", n'ont même pas été capables de l'éloigner de tout contact avec des possibles nouvelles victimes* ». Un autre propose le retour à l'uniformité

vestimentaire (« un prêtre ne doit pas seulement l'être, mais aussi le paraître »). Bref, la diversité des opinions n'a pas été négligée au niveau du courrier des lecteurs.

Tandis que des lettres continuent à mettre en évidence les retentissements sociaux du cas, l'édition du 19 octobre contient le premier éditorial<sup>21</sup> exprimant la position officielle du journal. Sur un ton modéré (personne n'aurait d'ailleurs attendu autre chose), l'éditorialiste fait état des dégâts subis par l'image de l'Église tout en rappelant qu'il « faudrait distinguer entre la personne et l'institution : le mal provoqué par un ou plusieurs de ses membres n'atteint pas nécessairement sa totalité ». Finalement, en esquissant une critique de la gestion du cas du prêtre Aguirre par l'Archevêché, le texte affirme qu'« il est impératif que l'Église catholique chilienne établisse des mécanismes de réponse rapides et efficaces pour toute allégation d'abus sexuel contre un mineur, mécanismes qui comportent le transfert immédiat de l'information aux autorités pertinentes ainsi qu'une collaboration avec l'enquête judiciaire »<sup>22</sup>.

## Le deuxième coup de massue

Vers la fin du mois d'octobre, un certain consensus social s'installe à l'égard du dossier du *prêtre pécheur* : la justice ordinaire devait accomplir sa tâche avec sévérité, sans pour autant priver l'accusé<sup>23</sup> de la charité spirituelle de sa « mère Église ». La tempête médiatique des trois premières semaines commençait à perdre son souffle et se rapprochait de plus en plus de la couverture ordinaire d'un procès déjà suffisamment exploité. D'autre part, le dévoilement d'une spectaculaire série d'actes de corruption à l'intérieur du gouvernement remonopolisera très vite l'attention et les ressources journalistiques des médias.

Mais soudain, comme si le scénario eût réservé son plus bel effet pour la fin, la deuxième partie du drame relancera de plus bel le feuilleton<sup>24</sup>. Le 1<sup>er</sup> novembre, au lendemain des propos télévisés du Cardinal Errázuriz sur le sujet, *El Mercurio* annonce en manchette, dans son cahier d'affaires intérieures : « Monseigneur Cox se retire dans un monastère ». Après avoir souligné que la décision « a été adoptée à titre personnel » par l'ancien Archevêque de La Serena et qu'il « ne reviendra pas au Chili »<sup>25</sup>, le texte de l'article ne laisse aucun doute sur l'ambiguïté de la nouvelle annoncée par le Cardinal : « Des sources ecclésiastiques ont confirmé à *El Mercurio* que Cox s'est soumis à des examens médicaux dont les résultats ont révélé des comportements "disharmonieux" incompatibles avec la vie pastorale. » Sans rentrer dans les détails quant au type d'examen médicaux dont il s'agissait, le compte rendu du journal indique ensuite

qu'Errázuriz et d'autres sources de l'Église ont confirmé que Mgr. Cox avait « *une forme d'affection excessivement expressive* » et que cette façon de s'adresser aux autres « *suscitait des méfiances* ».

À l'instar d'Aguirre Ovalle, Francisco José Cox appartient lui aussi à ce que l'on appelle une « famille traditionnelle » au Chili, dont les influences sociales permettent souvent de jouir de certains privilèges, comme celui de la discrétion d'un journal historiquement associé aux valeurs conservatrices et traditionnelles affichées par ce type de famille. Mais ce ne sera pas le cas pour Cox, bien qu'euphémismes et litotes aient été fréquemment invoqués. Le 2 novembre, cette fois à la Une du journal, la manchette d'*El Mercurio* se fait beaucoup plus concrète : « *Le Vatican pourrait examiner les plaintes au sujet de Mgr. Cox* ». Premier paragraphe : « *Les versions sur des attitudes sexuelles impropres avec des mineurs qui affectent l'Archevêque Émérite de La Serena, Mgr. Francisco José Cox, pourraient être étudiées par le Vatican si l'on arrive à présenter des preuves convaincantes, affirmait hier le Nonce Apostolique, Mgr. Aldo Cavalli, au moment de détailler le mécanisme prévu par l'Église catholique pour aborder ce type de cas.* »

Ce même jour, en affichant une diligence à laquelle on n'avait pas assisté dans le cas du prêtre Aguirre, le journal aborde aussi le dossier à deux reprises dans ses pages éditoriales. Premièrement une tribune<sup>26</sup> signée par un évêque, dont le titre est pour le moins évocateur : « *L'Église et ses fragilités intérieures* ». Puis un article de rédaction sur le sujet du pardon, dans la perspective récente des faits « douloureux » concernant l'Église, mais en même temps dans celle du gouvernement face au « dossier de pots-de-vin » en cours<sup>27</sup> et, oh surprise, dans celle de « *notre histoire récente de divisions et récriminations autour de l'effondrement institutionnel de 1973* ». Un véritable dédoublement éditorial aux prétentions philosophiques que les habitués de la rubrique n'oublieront pas, tant les destinataires du message étaient nombreux : « *Personne n'attend que les organisations soient parfaites et que ses membres ne commettent pas d'erreurs, mais tout le monde attend que ces erreurs soient reconnues, que l'on essaie de réparer le mal provoqué et que l'on prenne les mesures pour éviter sa répétition.* »

Pour enrichir ce « déraillement idéologique » sans précédent dans l'histoire récente du journal, *El Mercurio* glisse dans cette mémorable édition du samedi 2 novembre 2002 quelques extravagances journalistiques dont on ne peut s'empêcher ici de donner un exemple : « *Au milieu des accusations contre les comportements impropres de l'archevêque Francisco José Cox, un musicien reconnu de la région rappela hier un incident dans lequel il se vit impliqué avec le prêtre au moment d'installer l'appareillage*

d'amplification et les enceintes, lors d'une rencontre de jeunes organisée par Cox. Sans vouloir s'identifier, (le musicien) a raconté par téléphone qu'à un moment donné, Cox s'est approché et lui a touché les parties génitales, ceci en présence d'autres personnes qui l'accompagnaient. Tout en affirmant que "cet incident ne l'intéresse plus" (sic), il a précisé que les comportements de Cox étaient "un secret bien connu" au sein de la communauté... »<sup>28</sup> Ce jour-là, le déploiement tous azimuts mené par *El Mercurio* comporte un article principal en première page, deux articles éditoriaux et pas moins de six articles à développement dans ses pages intérieures. « *La réaction d'El Mercurio n'avait pas rapport avec les propos du Cardinal Errázuriz diffusés par la télévision* », affirme la rédactrice en chef du journal interrogée au sujet de ce déploiement. « *Sans son intervention, le journal aurait quand même dû faire état de la publication du reportage sur le sujet par La Nación*<sup>29</sup> : les médias ne peuvent pas ignorer ce que leur concurrence publie en primeur. Toutefois, la façon dont le Cardinal a informé du cas de Mgr. Cox influence celle dont le journal a présenté la nouvelle : en contournant les détails les plus scabreux. »

Au fil des jours, loin de s'essouffler, le dossier continue à alimenter les Unes du journal. Une fois annoncée la réclusion de Cox dans un monastère à Kentucky, le scandale prend de nouvelles directions. Un jour, il adopte la forme d'un débat sur le rapport entre homosexualité et pédophilie, le suivant il aborde les liens secrets entre l'homosexualité et le sacerdoce. Les témoignages d'anciens séminaristes se succèdent et des lettres envoyées par des lecteurs catholiques effarés commencent à s'ouvrir aux discussions taboues concernant le sacerdoce : « *Je comprends qu'il s'agit-là d'un sujet complexe et qu'il devrait être discuté à Rome, mais le moment ne serait-il pas venu de poser la discussion sur l'élimination du célibat obligatoire ?* » (*El Mercurio*, 13 novembre) ; « *En tenant compte du fait qu'entre les conjoints, il ne doit pas y avoir de secrets, je me demande : combien de catholiques seraient prêts à se faire confesser par un prêtre marié ?* » (*El Mercurio*, 15 de novembre).

De leur côté, les autorités de l'Église annoncent qu'elles viendront se défendre contre ce qu'elles considèrent comme une forme de « voracité » de la presse dans sa quête de nouveaux cas de « comportements déplacés » parmi le clergé. Cette déclaration est interprétée par plusieurs comme une menace injustifiée contre celle qui a permis la dénonciation publique des méfaits des prêtres accusés : encore un faux pas communicationnel de l'Archevêché ? Vers la fin novembre, la discussion est définitivement centrée autour du débat sur le célibat et le sacerdoce. Même le Cardinal Errázuriz intervient en admettant que le concept « *est révisable* » (*El Mercurio*, 8 décembre). La porte semble ouverte

pour une nouvelle étape des relations entre l'Église et la société civile chilienne : celle des remises en question.

## Conclusion

Entre le 9 octobre et le 9 décembre 2002, au moins 68 articles publiés par *El Mercurio* rendent compte d'un ajustement radical dans la façon d'aborder les sujets « sensibles » pour l'image institutionnelle de l'Église catholique du Chili. Historiquement, le principal quotidien de référence du Chili a mené une politique d'extrême discrétion envers les cas de religieux enfreignant les valeurs traditionnellement associées à la mission évangélicatrice de l'Église.

Le premier tournant se présentera lors de l'arrestation, début octobre, du curé José Aguirre Ovalle accusé d'abus sexuel et de stupre. Il convient d'insister sur le fait qu'il ne s'agissait pas du premier cas du genre connu par la presse chilienne dans les derniers temps. Quelques jours plus tard, le dévoilement des accusations de « conduite sexuelle improprie » expliquant la démission en 1997 de l'ancien Archevêque de La Serena, Francisco José Cox, éclipsera le cas d'Aguirre en suscitant une couverture journalistique sans précédent au Chili.

Bien qu'une série de scandales similaires un peu partout dans le monde depuis janvier 2002 pourrait bien avoir préparé le terrain, le poids spécifique de l'Église sur l'ensemble de la société du Chili, ainsi qu'une révérence invétérée de la presse en général et d'*El Mercurio* en particulier à l'égard de la hiérarchie ecclésiastique locale, obligent à aller un peu plus loin dans l'identification des précurseurs de cet ajustement.

Le dévoilement des manœuvres menées par l'ancien Archevêque de Boston pour enfouir les actes de pédophilie commis par des prêtres dans son archidiocèse, a obligé le Vatican à aborder pour la première fois de façon publique le sujet de la pédophilie parmi les siens, en instruisant la Congrégation de la Doctrine pour la Foi<sup>30</sup> de nouvelles procédures d'examen sur les éventuelles dénonciations. Ces recommandations étant parvenues aux Églises catholiques du monde entier, on peut affirmer que l'église chilienne aura affronté l'accusation judiciaire présentée en septembre contre le prêtre Aguirre avec une attitude beaucoup moins hermétique qu'auparavant, c'est-à-dire sans jeter immédiatement le voile de son influence sur les faits dénoncés s'ils s'avéraient « vraisemblables ». Étant donné cette nouvelle marge de manœuvre disponible pour l'Église, *El Mercurio* a réagi à la première déclaration publique de l'Archevêché sur le cas du prêtre Aguirre en écartant ses inhibitions naturelles dans le traitement de ce premier cas

et, plus tard, dans celui de l'Archevêque Cox. Mais sans renoncer pour autant à ses pratiques courantes d'anti-sensationnalisme où usage de l'euphémisme, aseptisation des détails et recours prioritaire aux sources officielles tendent à perdurer ■

### Notes

1. Avant de prendre en charge la paroisse de San Isaac Jogues où il commit les méfaits dénoncés, Aguirre avait exercé son ministère comme « directeur spirituel » dans plusieurs écoles privées à Santiago, ayant cultivé une réputation de jeune curé sportif, charismatique et physiquement très attirant pour les jeunes filles.
2. Notamment à partir du dévoilement d'une série de scandales pédophiliques qui furent systématiquement couverts par la hiérarchie de l'Église aux États-Unis, où l'Archevêque de Boston se vit contraint de démissionner en décembre 2002 sous des fortes contestations pour sa gestion de l'affaire.
3. Archevêque de Santiago et président de la Conférence épiscopale chilienne, Errázuriz est la première autorité de l'Église catholique au Chili.
4. Canal 13, ou Corporación de Televisión de la Pontificia Universidad Católica de Chile, est l'un des trois principaux réseaux nationaux, en termes d'audience, de la télévision chilienne. Il appartient, comme sa dénomination institutionnelle le signale, à l'Université catholique du Chili et donc, à l'Église.
5. Une pondération qui tient beaucoup plus à l'influence globale de l'écrasante majorité catholique du pays qu'à une confession religieuse déclarée par le journal.
6. Situé à 140 kilomètres de Santiago, Valparaíso reste depuis sa fondation le port maritime le plus important du Chili.
7. Traduit par l'auteur de la version originale en espagnol de « Los inicios de *El Mercurio* en el epistolario de Agustín Edwards Mac-Clure, 1899-1905 » (voir bibliographie).
8. Traduit par l'auteur d'une chronique signée par l'écrivain Luis Sepúlveda dans l'édition chilienne du *Monde Diplomatique* (mars 2001).
9. À cet égard, il faut dire qu'historiquement *El Mercurio* a toujours respecté son « contrat » avec le lecteur en tant que journal de référence : tout en conservant l'exhaustivité de son compte rendu de l'actualité, il a placé les nuances au niveau de ses stratégies de couverture. En d'autres mots, il a été extrêmement discret pour traiter certains sujets « épineux » pour ses intérêts et ceux des élites qu'il est censé soutenir idéologiquement, mais tonitruant quand il s'agissait du contraire.
10. Le premier Edwards débarqué au Chili fut le médecin anglais Jorge Edwards Brown, en 1804. L'un de ses huit fils, Agustín Edwards Ossandón, fonda la fortune familiale et la saga filiale des Agustín Edwards, transmise de père en fils par Agustín Edwards Ross, puis Agustín Edwards Mac-Clure, Agustín Edwards Eastman et Agustín Edwards Del Río, les deux derniers PDG d' *El Mercurio* et de *Las Últimas Noticias*, respectivement.
11. Notamment la multinationale de télécommunications ITT et les compagnies minières Anaconda et Kennecott.

12. La déclassification en septembre 2000 d'une série de documents concernant les activités au Chili de l'Agence Centrale d'Intelligence des États-Unis (CIA) confirmera la plupart des accusations portées contre *El Mercurio* et son propriétaire en rapport au renversement du gouvernement d'Allende par les militaires, en 1973
13. Source : Instituto Nacional de Estadísticas (Recensement général de 1992).
14. À l'occasion du dernier recensement général de population et habitation, effectué en avril 2002, l'Église catholique du Chili a annoncé que si le pourcentage de catholiques déclarés tombait en-dessous de 74%, elle considérerait comme « faux » les résultats de l'enquête !
15. Notamment celles de l'Hogar de Cristo, influente institution d'accueil d'indigents fondée dans les années 1950 par le béat chilien Alberto Hurtado Cruchaga et dont un ancien directeur général, le prêtre Renato Poblete, jouera le rôle de médiateur lors du plagiage de l'un des fils du propriétaire d'*El Mercurio*, Cristián Edwards, en 1991.
16. La plupart du temps de façon privée, faut-il le dire, pour des raisons de sécurité personnelle...
17. Voir CAVALLLO Ascanio (1988), *Los Te Deum del Cardenal Raúl Silva Henríquez en el régimen militar*, Santiago, Copygraph.
18. Radio d'information 24 heures par jour appartenant à l'Archevêché de Santiago.
19. « Cartas al Director ».
20. École de filles très réputée socialement à Santiago.
21. Il est important de signaler ici qu'*El Mercurio* distingue deux types d'articles éditoriaux : les « éditoriaux » à proprement parler et les « articles de rédaction ». Aucun n'est signé et la nuance entre l'un et l'autre réside dans le fait que l'éditorial exprime de façon beaucoup plus catégorique la position du journal à l'égard du sujet, tandis que l'article de rédaction relève plutôt du commentaire basé sur une récapitulation des faits.
22. Texte intégral sur [www.emol.com/diario\\_elmercurio/editorial\\_a/detalle\\_diario.asp?idnoticia=0119102002001A0030170&fecha\\_elegida=19/10/2002](http://www.emol.com/diario_elmercurio/editorial_a/detalle_diario.asp?idnoticia=0119102002001A0030170&fecha_elegida=19/10/2002)
23. Le 29 octobre, quatre nouvelles accusations d'abus sexuel sur mineur s'étaient ajoutées au procès contre Aguirre, qui affrontait déjà sept charges, dont six d'abus et un pour viol (« stupre »).
24. En fait, pour pas mal d'observateurs, cette deuxième partie pourrait bien être le résultat d'une initiative communicationnelle de l'État destinée à détourner l'attention du public, penchée depuis plusieurs jours sur les révélations de corruption qui s'abattaient sur le gouvernement.
25. Depuis plus d'un an, Mgr. Cox résidait en Colombie.
26. La « tribune » est un article d'opinion publié dans les pages éditoriales et signé par chroniqueur occasionnel dont l'expertise cadre avec le sujet abordé (et 19 fois sur 20, aussi avec la position du journal).
27. Un autre scandale, cette fois-ci de corruption au sein du ministère des Transports, qui éclatera quelques jours seulement après l'arrestation du prêtre Aguirre.
28. [www.emol.com/diario\\_elmercurio/el\\_pais\\_a/detalle\\_diario.asp?idnoticia=0102112002003C0060025&fecha\\_elegida=02/11/2002](http://www.emol.com/diario_elmercurio/el_pais_a/detalle_diario.asp?idnoticia=0102112002003C0060025&fecha_elegida=02/11/2002)

*LE JOURNAL EL MERCURIO ET LES RÉCENTS SCANDALES SEXUELS...*

29. *La Nación* était le journal qui préparait le reportage concernant Mgr. Cox lorsque le Cardinal Errázuriz reconnaîtra toute l'affaire à la télévision.
30. Chargée par le Pape d'appliquer les procédures fixées par le droit canonique lors d'une dénonciation jugée pertinente contre un membre du clergé.

***Bibliographie***

BERNEDO Patricio & ARRIAGADA Eduardo (2002) : « Los inicios de *El Mercurio* en el epistolario de Agustín Edwards Mac-Clure, 1899-1905 », *Revista Historia* n°35, Santiago, Instituto de Historia, Pontificia Universidad Católica de Chile.

JORGENSEN K.W. (2002), « Understanding the conditions for public discourse : four rules for selecting letters to the editor », *Journalism Studies*, février 2002, vol.3, n°1, pp.69-81

SEPÚLVEDA Luis (2001), « La infame historia de la infamia », *Le Monde Diplomatique* n°4, mars 2001, p.3.

Archives électroniques d'*El Mercurio* :

[http://www.emol.com/diario\\_Elmercurio/modulos/EdicionesAnt/edicionesanteriores.asp?](http://www.emol.com/diario_Elmercurio/modulos/EdicionesAnt/edicionesanteriores.asp?)